



à LILLE N° 1.02
à ROUBAIX N° 3.28
à LENS N° 1.02

ABONNEMENTS
Nord et Départements limitrophes... 4 fr. 50
Autres départements... 5 fr. 50

PUBLICITÉ
Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du journal et dans toutes les Agences de France et de l'Étranger

Jeudi 29 Juin 1905

La Journée d'Hier

La réponse de l'Allemagne à la note de M. Rouvier a produit une grande détente dans les relations franco-allemandes. — Tout danger de guerre parait définitivement écarté. — De nouvelles notes diplomatiques vont être échangées.

La Chambre a adopté les articles 26 à 30 inclus du projet de séparation des églises et de l'État.

De nouveaux massacres ouvriers ont eu lieu en Pologne.

Une dépêche officielle signale une active offensive des Japonais en Mandchourie et un échec russe.

Une exécution capitale a eu lieu à Orléans.

Education Sociale

Il y a quelque dix ans déjà, il me fut donné d'assister à l'une des premières séances du *Groupement d'Initiative pour l'Éducation Sociale*, rue Racine, à Paris. Il avait été fondé par M. Léon Bourgeois et quelques-uns de ses amis, et il était animé, vivifié, sans cesse par une femme qui méritait tous les hommages et tous les éloges, Mme Anna Lampérière. Je n'écrirai peut-être pas ici ce que tout le monde pense d'elle, car je connais sa tournure d'esprit et sa tenue de caractère. Sa bienveillance souriante, si elle demande tout pour son œuvre, ne veut rien pour elle-même. Il faut l'admirer, et voilà tout. Adieu à elle.

Elle vient précisément de publier dans le *Siècle* un modeste article, gros de faits, qui résume la tendresse et l'effort du groupe, et qu'il me paraît juste et utile de résumer à mon tour.

Le Groupe d'Initiative pour l'Éducation Sociale est né d'une constatation très simple. Le fondateur de la Ligue de l'Enseignement, Jean Macé, souffrait de voir les lois scolaires mal comprises, mal appliquées. Il comprit que la nécessité de vivre empêchait les parents et les enfants d'entendre l'appel qui leur était adressé, et la Ligue de l'Enseignement se donna le Patronage démocratique de la jeunesse française, pour faire de ces petits élèves et de leurs parents par les anciens élèves. Mais c'était là seulement un aspect de la question et une entrée en matière. « Comment élever plus de justice dans la société, pour que les individus ne soient pas, d'avance, sacrifiés dans leurs œuvres vives, par l'ignorance abrutissante et par l'injustice des faits ? »

Alors fut créée l'Union démocratique, à laquelle s'ajouta bientôt le *Progress Féminin*, pour mener de front l'éducation sociale de la femme avec celle de l'homme. On n'a pas oublié à quelle forte manifestation aboutirent tous ces efforts. Au Congrès de l'Éducation sociale, qui se tint à l'Exposition de 1900, dix-huit cents dossiers furent produits, qui avaient été réunis par les soins du groupe d'Initiative, et tous montraient le même désir et la même volonté de justice sociale. Un procès-verbal du groupe affirmait qu'il fallait apporter, « comme complément à la morale actuellement enseignée, les principes de morale sociale dont personne ne s'occupe... La morale rationnelle, tirée des faits de solidarité, entraîne avec elle un certain nombre de devoirs positifs, indiscutables; elle ne change rien à la morale actuelle, elle lui donne le contenu qui lui manque ».

Aujourd'hui, le Groupe veut formuler les points principaux de la morale économique, et il est bon de faire connaître l'appel qu'il adresse à tous. Il demande son secours à la collaboration commune pour arriver à établir un précis de morale économique. Ce n'est pas ici un sentiment d'insécurité, ou d'impuissance que se manifeste. C'est le désir de faire avec tous la besogne de tous. C'est la volonté de réunir des Cahiers, comme il fut fait lors des États-Généraux de 1789. C'est l'initiative privée qui propose ce problème à la foule. Que la foule l'accepte donc. Qu'elle dise comment elle vit et comment elle veut vivre. Les réponses et les demandes de renseignements doivent être adressées au Groupe d'Initiative pour l'Éducation sociale, 5, rue Las Cases, à Paris.

Voici comment Mme Anna Lampérière présente le programme de ce concours :

Il s'agit d'abord — dit-elle — de mettre en regard le système de la concurrence et le système de la solidarité, la lutte économique et la coopération. Il faut énumérer et classer les devoirs de prévoyance, d'assistance, de mutualité et d'hygiène sociale.

Il faut définir les devoirs économiques spéciaux du patron, de l'ouvrier, du vendeur, du consommateur, du rentier.

Il faut examiner les accidents et les états de la vie sociale : alcoolisme, tuberculose, travail de la femme, morbidités de toutes sortes. « Ces faces diverses de la question — dit Mme de Lampérière — ont toutes une cause commune que l'on résoudrait d'un seul coup si on résolvait la question capitale : le défaut de la morale générale actuelle. Il est certain que les conditions économiques présentes sont loin d'être définitives, heureusement. Leur évolution se hâte vers la justice, même parmi des luttes souvent douloureuses, parfois, peut-être, des subreptifs imprévus. C'est à réduire le plus possible les crises par une prévoyance qui est simplement de l'in-

telligence plus éclairée, que la morale économique peut s'attacher.

Le Groupe d'Initiative pour l'Éducation sociale, après avoir établi son programme, ouvre donc maintenant un concours auquel peuvent prendre part tous ceux qui veulent aider à l'établissement d'une morale économique. On espère ainsi obtenir de la collaboration commune un précis de morale économique. Après quoi, on sera fondé à demander au Conseil supérieur de l'Instruction publique une place nettement réservée à cet effet dans les programmes de l'enseignement obligatoire.

Cette conclusion est bonne. Nous ne pouvons prétendre à modifier instantanément les éléments humains qui sont actuellement en action. Nous ne pouvons faire appel qu'aux êtres conscients, qui ont déjà obtenu un résultat en eux-mêmes. Résultat total ou partiel, sentiment de solidarité absolue ou de solidarité mitigée par l'intérêt, par la nécessité de vivre. Mais c'est déjà beaucoup de ce que de consentir à l'égoïsme des autres. Il ne s'agit plus alors de trouver des limitations, en attendant mieux, c'est-à-dire l'entente et l'action commune. Cela nous pouvons seulement le préparer. Il nous faut alors, après le groupement actuel possible, influencer sur les éléments en formation. Nous n'avons pas de meilleur moyen de tout résoudre que par l'enseignement. L'élève pensant et agissant de demain, c'est l'enfant. Notre action d'aujourd'hui doit viser l'avenir.

Gustave DEFFROY.

LIBRES PROPOS

Symptômes Pacifiques

De plus en plus, le vent souffle à la paix. Les dernières nouvelles sont, en effet, tout à fait rassurantes et l'on peut prophétiser presque à coup sûr que ce n'est pas à propos du Maroc que nous aurons la guerre, — prophétie dont il ne faudrait cependant pas conclure à l'exclusion de tout élément de discord entre l'Allemagne et la France.

Il convient de ne pas perdre de vue, même aujourd'hui, que le Maroc n'a été qu'un prétexte dans l'attitude subitement arrogante de Guillaume II.

La véritable cause de l'irritation du kaiser est dans la manière dont nous comprenons nos intérêts généraux et dans la façon dont nous entendons les satisfaire.

Il est évident que l'empereur allemand, c'est surtout l'orientation de notre politique extérieure, et c'est pour faire dévier, de sa voie logique, l'orientation de cette politique, que l'incident marocain a été incontestablement soulevé.

Profitant du moment où notre alliée, la Russie, est affaiblie par une épouvantable crise intérieure, autant que par les désastres qu'elle a subis en Mandchourie, l'Allemagne a cherché à rompre le faisceau de puissances, que la France a su rallier, — voyant dans nos alliances ou nos ententes cordiales, la menace pour elle d'un isolement prochain et absolu ?

Mais la question marocaine réglée avec sans conférence, ce qui nous importe peu pour qu'elle soit réglée, — le plus grave élément du conflit n'en subsistera pas moins car nous sommes convaincu qu'à aucun prix, le gouvernement de la République, quel qu'il soit, n'admettra que nos amis soient jamais soumis au contrôle humiliant d'une puissance étrangère.

Et cependant, c'est ce contrôle que Guillaume II a voulu, un instant, nous imposer et il n'y a renoncé, en apparence ou en fait, — l'avez-vous remarqué, — que lorsqu'il a vu que, dans une guerre franco-allemande, l'Angleterre jouerait sa partie du côté de la France contre l'Allemagne.

A. M. Rouvier, il appartient maintenant de démontrer à nos voisins d'Outre-Rhin que nous recherchons par dessus tout, exclusivement, le maintien de la paix générale; que nos ententes anglo-hispano-italienne ont été faites dans ce but et non point pour déposséder l'Allemagne de sa place légitime dans le monde.

Le Président du Conseil, nous en avons la ferme confiance, saura remplir cette tâche sans offenser; et c'est alors, mais seulement alors, que nous pourrions retrouver la quiétude des anciens jours, car nous aurons pour longtemps écarté de nous, de la République, ceux qui excitent l'Allemagne à les troubler, dans l'espoir d'y pêcher les épaves des régimes défunts, — ceux-ci un sceptre ou un sabre, ceux-là un goupillon souverain.

G. SIAUVE-EVAUSY.

CHRONIQUE

MODERNES ROBINSONS

Le Naufrage de l'« Anjou ». — Retour des Naufragés. — Robinsons malgré eux. — Sauvés ! — Une interview intéressante.

Le paquebot l'« Ernest-Simons », des Messageries Maritimes, courrier de Nouvelle-Calédonie, vient d'arriver à Marseille. Parmi les nombreux passagers de ce paquebot, se trouvaient : le capitaine Le Tallec, qui commandait le trois-mâts barque « Anjou », du port de Nantes, et tout l'équipage de ce navire. Le capitaine et l'équipage de l'« Anjou » étaient rapatriés par l'« Ernest-Simons », leur voilier s'étant perdu sur la côte inhospitalière de l'île d'Auckland.

— Nous avons vu, dit le « Petit Provençal », le capitaine Le Tallec. Avec une bonhomie ronde et cordiale, il nous a fait le récit de la lamentable odyssée au cours de laquelle ses hommes et lui ont vu la mort de près. Il vécut de heures tragiques et il est peu probable qu'ils en perdent le souvenir.

L'« Anjou » était un beau navire jaugeant 3.000 tonnes, que le capitaine Le Tallec, né à Vannes — un vrai Breton à la tête solide, au cœur énergique, à la volonté forte — commandait depuis quelque temps déjà.

Après avoir déchargé à Sydney une importante cargaison, l'« Anjou » repartait pour Falmouth, avec sous ses voiles, ce jour-là, le 20 janvier dernier, le temps menaçait, mais l'« Anjou » solide et brave à la lame, ne craignait point la mer et moins encore le Pacifique; il est vrai que ce vaste Océan ne justifie pas toujours son nom.

Et nous laissons la parole au capitaine Le Tallec, qui nous a fait, en nous consultant des notes, se remémorant dans des événements, des faits précis, typiques, cherchant des mots qui puissent rendre mieux les angoisses souffertes — mais vaillamment supportées.

Le Naufrage

L'« Anjou » quitta donc Sydney, dit le capitaine Le Tallec, le 20 janvier, au matin; pendant une douzaine de jours, tout marcha bien, tant que le vent ne souffla pas trop fort; la brume régna, rendant toute observation sérieuse impossible. Le 4 février, vers 7 heures du soir, près du cap Biston-Auckland, j'entendis des cris venant du pont; j'y montai, car le quart du lieutenant était commencé, et j'entendis tout de suite le grondement des vagues allant sur les brisants. Nous avions une terre non loin et une terre certainement dangereuse; nous étions en un danger réel, la mer et le vent nous poussaient vers la côte. J'ordonnai le calme. On m'obéit. Je fis sonder; on trouva huit mètres à l'arrière, mais tout à coup, un paquet nous poussa, et l'« Anjou » toucha par l'avant; une nouvelle vague vint nous jeter en avant — et le navire demeura immobile, légèrement incliné vers la terre; nous touchions partout.

La mer était de plus en plus grosse, valonnant vers la terre; des paquets de vagues nous assaillaient par l'arrière et à bâbord; le pont était inondé; un panneau fut défoncé et les cales s'emplirent; nous coulions.

Mais le sang-froid n'abandonna point l'équipage. Le vent qui soufflait la nuit noire et profonde, le vent qui heurtait déchiquant les vagues, les brisants qui moutonnaient, de faire mettre une embarcation à la mer; elle fut emportée ainsi que la balenière de tribord. Le danger devenant pressant, tout le monde se plaça sur la dunette, attendant le jour avec anxiété.

Enfin vers 5 heures du matin, la nuit devint moins épaisse; des provisions qu'on avait pu se procurer furent placées dans les trois embarcations qui nous restaient; l'équipage s'y embarqua et je le suivis, sans oublier le chat du bord, un charmant animal que tout le monde aimait. Et on quitta l'« Anjou ».

Les embarcations réussirent à franchir les brisants et à s'approcher à cent mètres de la côte; mais elle était très escarpée; des falaises presque à pic la constituaient; nous fimes ainsi péniblement neuf ou dix milles sans pouvoir aborder, sous la pluie, avec un froid intense, qui nous ankylosait et rendait presque impossible la manœuvre des rames. Nous étions épuisés et nous nous trouvâmes une baie qui terminait une côte basse, où la balenière aborda la première, puis les deux embarcations. Vers 5 heures du soir, les 22 hommes de l'« Anjou », épuisés, atterrirent, sauvés !

Nouveaux Robinsons

Ce côté de l'île d'Auckland est absolument désert; il est rocheux et nous trouvâmes un abri provisoire dans des grottes; notre repas se composa de biscuits trempés d'eau de mer et l'on dormit.

Le lendemain, grâce à quelques aluternes sauvées par hasard, on put faire du feu; et, le lendemain nous nous mîmes en campagne. Le 7, au soir, nous trouvâmes un des abris établis par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande sur la côte moutonnée; des falaises presque à pic la constituaient; nous fimes ainsi péniblement neuf ou dix milles sans pouvoir aborder, sous la pluie, avec un froid intense, qui nous ankylosait et rendait presque impossible la manœuvre des rames. Nous étions épuisés et nous nous trouvâmes une baie qui terminait une côte basse, où la balenière aborda la première, puis les deux embarcations. Vers 5 heures du soir, les 22 hommes de l'« Anjou », épuisés, atterrirent, sauvés !

Cà et Là

UN FAUKIR AMÉRICAIN
Il existe en Amérique un homme qui s'exerce à faire concurrence aux fakirs. Non qu'il soit précisément nu comme eux par un fanatisme d'ascète, mais parce qu'il veut prouver par l'expérience la véracité de la Bible.

Déjà le docteur Tanner avait, dans cette intention hautement désintéressée, passé quarante jours sans prendre de nourriture. Il sortit vingt ans de cette épreuve, il y a de cela vingt ans, comme Jésus lui-même, il y a vingt siècles.

Il semble qu'il ait maintenant pris goût à ce sport cultique pour lui-même, car il parle cette fois de se faire enterrer vivant pendant trois jours, et il est persuadé qu'il sortira de sa tombe aussi alerte qu'il l'est en ce moment. D'après lui, l'action des éléments chimiques de la terre se traduit par une forme d'énergie qui suffirait, au besoin, à entretenir la vie.

La tombe est déjà prête ou doit s'enfermer le docteur Tanner; elle sera profonde de trois mètres et sera creusée près d'Atitlan, dans l'État d'Indiana, en une région où l'on a constaté la présence du radium.

Souhaitons que le voisinage de précieux métal auquel nous devons con-

être bientôt la génération spontanée, conserve les jours de l'excellent docteur. Ses soirées quinze ans peuvent inspirer quelque inquiétude à la veille d'une période tentative. Il est cependant plein d'espoir et parle gaillardement, par s'entraîner sans doute, de parcourir à pied la distance qui sépare la Californie de l'Indiana.

Le Sauvetage

— Je savais, reprend le capitaine Le Tallec, que le gouvernement de la Nouvelle-Zélande envoie souvent des navires pour visiter la côte d'Auckland. J'attendais ce navire, tout en me remémorant que, depuis moins de quinze ans, dix navires s'étaient perdus à l'endroit où tout près, des brisants, où l'« Anjou » avait touché. Je savais que le « Grawton », la « Minerva », le « Général-Grant », le « Dury-Castle », le « Sprint », le « Compadre », et d'autres avaient disparu; que peu d'hommes s'étaient sauvés. Et je n'étais pas sans inquiétudes en voyant les jours s'écouler. Enfin, le 7 mai, un navire fut signalé; il venait vers l'île, il approchait, il jetait l'ancre... Nous étions tous muets d'émotion, sur la plage, tendant les bras vers les arrivants, que nous espérions être nos sauveteurs.

Ce navire était l'« Himénoa », commandant Belloms, vapeur de 800 tonnes de jauge, chargé de ravitailler les dépôts établis pour les naufragés possibles. A bord se trouvaient Miss Mills, fille du ministre des Douanes de la Nouvelle-Zélande; l'inspecteur des phares, et un naturaliste. Nous fimes recueillis à bras ouverts; on nous soigna; on nous vêtit, en un mot on nous traita comme des frères... »

Enfin, sauvés !

Tel est le récit fait à notre confrère par le capitaine de l'« Anjou ». Ajoutons que l'« Himénoa », conduisit les naufragés à Port-Chalmers (Nouvelle-Zélande) et de là à Dunedin, où ils ont pris passage à bord de l'« Australien », à destination de leur beau pays de France.

Et nous voyons, la brillante lignée des Robinsons n'est pas près de s'éteindre. L'imagination et la réalité s'étant déjà, comme à l'envi, efforcées de l'enrichir, on pouvait croire qu'un jour viendrait où serait épuisée leur ardeur créatrice. Point. Il existe toujours des îles désertes où l'on peut échouer et tirer profit de souvenirs et enseignements de Daniel de Foë.

Constatons seulement que la réalité n'a rien ajouté d'original et d'imprévu aux fantasmes du célèbre romancier et que l'on est autorisé à se dire que si l'art ne serait pas plus riche que la nature !

Emile RAYMOND.

Sur le Pêril Jaune

Jean-Jacques Rousseau, prophète du périil jaune :

Au paragraphe VIII du livre II de son *Contrat Social*, Jean-Jacques apprécie en ces termes l'œuvre de Pierre le Grand : « Pierre le Grand avait le génie imitatif; il avait pas le vrai génie, celui qui crée et fait tout de rien... Il a d'abord voulu faire des Allemands, des Anglais, quand il fallait comment l'empire russe, les Russes ».

Et il ajoute ensuite :

« L'Empire de Russie vaudra subjugué l'Europe, et sera subjugué lui-même. Les Tartares, ses sujets ou ses voisins, deviendront ses maîtres et les princes, cette république me parait infaillible. Tous les rois de l'Europe travaillent de concert à l'accélérer. N'est-il pas curieux de voir le périil jaune, dont la Russie a subi le premier choc, prévu il y a un siècle et demi de distance par le philosophe de Genève ? »

BICYCLETTE AQUATIQUE

Un habitant de Metz s'exerce actuellement à faire manœuvrer entre le pont des Roches et les écluses une sorte de véhicule construit spécialement pour aller sur l'eau.

L'instrument repose sur deux tubes en métal de quatre à cinq mètres cinquante et d'un diamètre environ trente centimètres. Entre les deux tubes un plancher à claire-voie et au-dessus, le cadre du cycle ordinaire avec la selle. Le tout est maintenu en équilibre par un système de volutes automobiles. Les pédales mettent en mouvement les roues garnies de palettes dont la manœuvre est soignée.

Le cycliste descend et monte en selle presque sans secousses.

IRONIE MACABRE

A Hambourg, vient de se suicider Madame Schenck, une ancienne actrice, qui s'exhilarait encore ces temps derniers comme jeuneuse comédienne par un nouveau suicide.

Étrange destinée que celle de cette femme qui gagna sa vie à avoir fait et qui se réfugia dans la mort le jour où elle craint d'avoir appéti !

DEFENSEURS DE VERTU

Les jeunes filles de l'état de Hoboken n'ont qu'à bien se tenir !

Les magistrats de ce « doux pays » veulent être les plus pudibonds de tous ceux de la ligne Amérique. Ils viennent d'interdire, sous peine d'arrestation, aux jeunes filles de se trouver dans la rue après dix heures du soir, à moins d'être accompagnées par leur père ou par quelqu'un désigné par leurs parents comme cavalier.

Cinq mille jeunes filles qui travaillent dans les usines, souvent jusqu'à une heure avançant de la nuit pour leur mère en règle, demandent à un concubage ou à des coiffeuses défenseurs de vertu.

Voulez le rôle du cavalier servant élevé à la hauteur d'une institution ?

LE SEUL ARGENT G.

Le duc d'Orléans, éternel prétendant à la couronne de France, est dans la joie à par suite de la mort de son beau-père, l'archiduc Joseph, il peut enfin toucher la dot de sa femme. Et, comme il n'y a pas de petits profits, il hérite aussi de la main comme de deux mains.

Un jour, l'archiduc Joseph se promenait très simplement vêtu, dans son magnifique parc, lorsqu'un touriste vint sonner à la grille et demanda à l'archiduc y consentir, conduisit partout le visiteur, en lui donnant les explications les plus complètes. Le voyageur, s'imaginant avoir affaire à un concubage ou à un jardinier complaisant, le remercia et lui mit deux florins dans la main.

L'archiduc les fit encadrer, avec cette inscription : « Le seul argent que j'ai réellement gagné ».

Et, lentement, le capitaine Le Tallec consulte un petit cahier où sont écrites au crayon des notes quotidiennes; un jour, il y eut chasse abondante et on tua des moutons sauvages; bœufs repas. Le lendemain des corrompus sont capturés; on fait du bouillon dans une vieille marmite. Puis on capture des moutons; on ébauche une bergerie. Les occupations indispensables avaient ramené la santé, maintenaient les membres élastiques, les cervicels libres, en éloignant les pensées fâcheuses. Le 25 février, on plante sur la côte une brique où flotte un chiffon blanc; signe d'appel au secours des nouveaux Robinsons. Et trois mois passèrent ainsi, sans que le découragement ait jamais pénétré bien avant dans le cœur des 23 naufragés.

LA QUESTION DU MAROC

La Réponse de l'Allemagne ET LES NÉGOCIATIONS

Longue étude historique et diplomatique. — La situation actuelle au Maroc. — La protection des nationaux. — La conférence internationale. — Vers l'entente.

Paris, 28 juin. — Pour connaître le sens exact de la réponse du gouvernement allemand à la note de M. Rouvier et pour apprécier la situation diplomatique qui en résulte, nous nous sommes adressés, dit le « Temps », à des personnalités qualifiées pour exposer les deux argumentations en principe et les conséquences de la conversation qui a eu lieu hier entre M. Rouvier et l'ambassadeur d'Allemagne. Voici le résumé de leurs déclarations :

L'Allemagne a répondu par une longue étude historique et diplomatique à l'exposé du même genre que M. Rouvier remit le 21 juin au prince Radolin. Rappelant les conventions franco-marocaines, depuis le traité de Lalla-Marnia (1853) jusqu'aux accords de 1904, le gouvernement français avait insisté sur la situation spéciale qu'elles définissent pour notre pays dans la question marocaine. Il ne se déclarait pas opposé en principe à la révision d'une conférence, mais affirmait qu'il était nécessaire qu'une entente eût lieu auparavant entre la France et l'Allemagne.

En 1880, les grandes puissances se sont réunies à Madrid pour régler le droit de protection des Européens au Maroc et leur droit de propriété. Cela constituait une ingérence incontestable dans l'administration du pays et une limitation des droits du sultan.

À l'heure actuelle, quelle est la situation ? Plusieurs puissances, dont l'Allemagne, ont le droit de protéger leurs nationaux au Maroc et leur droit de propriété. Cela constituait une ingérence incontestable dans l'administration du pays et une limitation des droits du sultan.

À l'heure actuelle, quelle est la situation ? Plusieurs puissances, dont l'Allemagne, ont le droit de protéger leurs nationaux au Maroc et leur droit de propriété. Cela constituait une ingérence incontestable dans l'administration du pays et une limitation des droits du sultan.

NOUVELLES NOTES DIPLOMATIQUES

L'ENTREVUE ROUVIER-RADOLIN
Comme nous l'avons annoncé hier, M. Rouvier, président du conseil, a reçu dans l'après-midi, à trois heures et demie, le prince Radolin qui lui a remis la note du gouvernement allemand en réponse à celle du gouvernement français sur la question marocaine.

La remise de ce document a été suivie d'un échange de vues qui s'est prolongé jusqu'à une heure.

Le « Berliner Tageblatt » publie le télégramme suivant de son correspondant parisien :

L'entretien entre M. Rouvier et le prince Radolin a duré une heure et demie. Lorsque le prince Radolin est venu à M. Rouvier la note, le président du conseil des ministres remercia l'ambassadeur, déclarant qu'il ne pouvait naturellement pas répondre tout de suite, qu'il lui fallait d'abord étudier la note, qui est assez longue, et la comparer ensuite à ses collègues. Il ajouta qu'il n'était pas un souverain pouvant prendre ses décisions en pleine indépendance et qu'il se devait tenir compte de sa situation.

Le prince Radolin expliqua de nouveau le point de vue allemand; on parla des différentes éventualités et des moyens pour arriver à une solution.

L'entretien n'a pas cessé d'être très amical et se déroula très librement à la satisfaction des deux parties.

On pense néanmoins que les négociations dureront encore quelque temps, soit verbalement, soit par des notes écrites.

D'après un télégramme de Berlin à l'Agence Havas, les négociations dureront vraisemblablement encore un certain temps, mais elles paraissent devoir donner lieu à de nouvelles conversations et à de nouveaux échanges de notes entre les chancelleries des grandes puissances.

L'opinion anglaise

Le correspondant du « Times » à Berlin mande à ce journal :

« Les autorités allemandes ont joué, dans le cas actuel, avec les ennemis en calculant leur attitude de façon à faire croire qu'elles désiraient réellement une configuration. Dans un an, on dira peut-être tout simplement à Berlin que tout l'objet de la politique allemande tendait seulement à teler la solidité de l'entente cordiale. Il faut admettre que ces « sondages » allemands ont un caractère radical; on dirait d'un homme qui met le feu aux maisons de ses voisins pour voir si elles vont brûler. »

Il est démontré des deux côtés du canal que l'entente cordiale forme l'élément essentiel de la politique nationale. L'Allemagne est donc bien fixée, si elle désire engager des pourparlers avec la France au sujet du Maroc, et il devient évident chaque jour que les tentatives allemandes pour empêcher la France à des discussions et à des déclarations plus importantes sont vouées à un échec certain.

On va répétant dans la presse allemande que l'Angleterre veut précipiter l'Allemagne dans une guerre avec la France. Mais par un Anglais intelligent ne peut désirer pareille guerre. D'abord parce que très probablement, au cas où cette guerre éclaterait la participation de l'Angleterre serait inévitable; ensuite parce que malgré l'accroissement de la marine allemande, le temps est favorable aujourd'hui à la prépondérance des puissances occidentales et des alliances qu'elles ont conclues ou vont conclure.

L'opinion en Italie

Rome, 28 juin. — D'après l'opinion qui prévaut dans les cercles diplomatiques, la réponse de l'Allemagne, conçue en des termes conciliants, facilitera les négociations et conduira certainement à une solution pacifique, satisfaisante pour la France. Les journaux sont unanimes à reconnaître tout danger de complications internationales est écarté.

L'opinion en Russie

Petersbourg, 27 juin. — Le gouvernement russe a eu connaissance par ses représentants à Paris et à Berlin du contenu, sinon du texte, de la note française aussi bien que de la note allemande.

Dans les sphères diplomatiques, on a apprécié avec plaisir que les conversations privées de M. Rouvier avec le prince Radolin avaient considérablement atténué ce que les points de vue primitifs avaient d'inconciliable.

On espère donc que l'échange de vues poursuivies dans ces conditions aboutira à une situation telle que la France, si elle va à la conférence, n'ira qu'à travers les certitudes nécessaires.

On est donc bien près d'une solution qui n'exigerait d'aucune des parties le sacrifice de ses intérêts et de sa dignité.

Le « Novoyé Vremya » approuve la modération française. L'Allemagne, dit-il, cherche à subjuguier la France ou à l'immobiliser par l'entente avec l'Angleterre; mais la politique française a jusqu'à présent habilement tiré l'indépendance en rejetant sur l'Allemagne toutes les responsabilités qui pourraient

NOS DÉPÊCHES

par Services Télégraphiques et Téléphoniques spéciaux

LA QUESTION DU MAROC

La Réponse de l'Allemagne ET LES NÉGOCIATIONS

Longue étude historique et diplomatique. — La situation actuelle au Maroc. — La protection des nationaux. — La conférence internationale. — Vers l'entente.

Paris, 28 juin. — Pour connaître le sens exact de la réponse du gouvernement allemand à la note de M. Rouvier et pour apprécier la situation diplomatique qui en résulte, nous nous sommes adressés, dit le « Temps », à des personnalités qualifiées pour exposer les deux argumentations en principe et les conséquences de la conversation qui a eu lieu hier entre M. Rouvier et l'ambassadeur d'Allemagne. Voici le résumé de leurs déclarations :

L'Allemagne a répondu par une longue étude historique et diplomatique à l'exposé du même genre que M. Rouvier remit le 21 juin au prince Radolin. Rappelant les conventions franco-marocaines, depuis le traité de Lalla-Marnia (1853) jusqu'aux accords de 1904, le gouvernement français avait insisté sur la situation spéciale qu'elles définissent pour notre pays dans la question marocaine. Il ne se déclarait pas opposé en principe à la révision d'une conférence, mais affirmait qu'il était nécessaire qu'une entente eût lieu auparavant entre la France et l'Allemagne.

En 1880, les grandes puissances se sont réunies à Madrid pour régler le droit de protection des Européens au Maroc et leur droit de propriété. Cela constituait une ingérence incontestable dans l'administration du pays et une limitation des droits du sultan.

À l'heure actuelle, quelle est la situation ? Plusieurs puissances, dont l'Allemagne, ont le droit de protéger leurs nationaux au Maroc et leur droit de propriété. Cela constituait une ingérence incontestable dans l'administration du pays et une limitation des droits du sultan.

À l'heure actuelle, quelle est la situation ? Plusieurs puissances, dont l'Allemagne, ont le droit de protéger leurs nationaux au Maroc et leur droit de propriété. Cela constituait une ingérence incontestable dans l'administration du pays et une limitation des droits du sultan.

NOUVELLES NOTES DIPLOMATIQUES

L'ENTREVUE ROUVIER-RADOLIN
Comme nous l'avons annoncé hier, M. Rouvier, président du conseil, a reçu dans l'après-midi, à trois heures et demie, le prince Radolin qui lui a remis la note du gouvernement allemand en réponse à celle du gouvernement français sur la question marocaine.

La remise de ce document a été suivie d'un échange de vues qui s'est prolongé jusqu'à une heure.

Le « Berliner Tageblatt » publie le télégramme suivant de son correspondant parisien :

L'entretien entre M. Rouvier et le prince Radolin a duré une heure et demie. Lorsque le prince Radolin est venu à M. Rouvier la note, le président du conseil des ministres remercia l'ambassadeur, déclarant qu'il ne pouvait naturellement pas répondre tout de suite, qu'il lui fallait d'abord étudier la note, qui est assez longue, et la comparer ensuite à ses collègues. Il ajouta qu'il n'était pas un souverain pouvant prendre ses décisions en pleine indépendance et qu'il se devait tenir compte de sa situation.

Le prince Radolin expliqua de nouveau le point de vue allemand; on parla des différentes éventualités et des moyens pour arriver à une solution.

L'entretien n'a pas cessé d'être très amical et se déroula très librement à la satisfaction des deux parties.

On pense néanmoins que les négociations dureront encore quelque temps, soit verbalement, soit par des notes écrites.

D'après un télégramme de Berlin à l'Agence Havas, les négociations dureront vraisemblablement encore un certain temps, mais elles paraissent devoir donner lieu à de nouvelles conversations et à de nouveaux échanges de notes entre les chancelleries des grandes puissances.

L'opinion anglaise

Le correspondant du « Times » à Berlin mande à ce journal :

« Les autorités allemandes ont joué, dans le cas actuel, avec les ennemis en calculant leur attitude de façon à faire croire qu'elles désiraient réellement une configuration. Dans un an, on dira peut-être tout simplement à Berlin que tout l'objet de la politique allemande tendait seulement à teler la solidité de l'entente cordiale. Il faut admettre que ces « sondages » allemands ont un caractère radical; on dirait d'un homme qui met le feu aux maisons de ses voisins pour voir si elles vont brûler. »

Il est démontré des deux côtés du canal que l'entente cordiale forme l'élément essentiel de la politique nationale. L'Allemagne est donc bien fixée, si elle désire engager des pourparlers avec la France au sujet du Maroc, et il devient évident chaque jour que les tentatives allemandes pour empêcher la France à des discussions et à des déclarations plus importantes sont vouées à un échec certain.

On va répétant dans la presse allemande que l'Angleterre veut précipiter l'Allemagne dans une guerre avec la France. Mais par un Anglais intelligent ne peut désirer pareille guerre. D'abord parce que très probablement, au cas où cette guerre éclaterait la participation de l'Angleterre serait inévitable; ensuite parce que malgré l'accroissement de la marine allemande, le temps est favorable aujourd'hui à la prépondérance des puissances occidentales et des alliances qu'elles ont conclues ou vont conclure.

L'opinion en Italie

Rome, 28 juin. — D'après l'opinion qui prévaut dans les cercles diplomatiques, la réponse de l'Allemagne, conçue en des termes conciliants, facilitera les négociations et conduira certainement à une solution pacifique, satisfaisante pour la France. Les journaux sont unanimes à reconnaître tout danger de complications internationales est écarté.

L'opinion en Russie

Petersbourg, 27 juin. — Le gouvernement russe a eu connaissance par ses représentants à Paris et à Berlin du contenu, sinon du texte, de la note française aussi bien que de la note allemande.

Dans les sphères diplomatiques, on a apprécié avec plaisir que les conversations privées de M. Rouvier avec le prince Radolin avaient considérablement atténué ce que les points de vue primitifs avaient d'inconciliable.

On espère donc que l'échange de vues poursuivies dans ces conditions aboutira à une situation telle que la France, si elle va à la conférence, n'ira qu'à travers les certitudes nécessaires.

On est donc bien près d'une solution qui n'exigerait d'aucune des parties le sacrifice de ses intérêts et de sa dignité.

Le « Novoyé Vremya » approuve la modération française. L'Allemagne, dit-il, cherche à subjuguier la France ou à l'immobiliser par l'entente avec l'Angleterre; mais la politique française a jusqu'à présent habilement tiré l'indépendance en rejetant sur l'Allemagne toutes les responsabilités qui pourraient